

63 ans après l'indépendance – Réflexions sur le Burundi, un État en déliquance

Arrib News, 28/07/2025 Lettre ouverte indépendante : Bonne fête au général NEVA, Président du Burundi pour 63 ans de glorieux ! Par JP Mbona, juillet 2025 Monsieur le Président, Ah, quel plaisir ineffable que de vous envoyer cette missive dans la foulée des festivités marquant 63 ans d'indépendance, pardon, je veux dire un glorieux système savamment orchestré par tous les dirigeants qui se sont succédés à la même mangeoire burundaise à laquelle vous êtes bien attachés depuis 2005 ! Vous et votre groupe d'affairistes, je n'ose dire le parti au pouvoir, car nombreux parmi vos militants ne sont que des faire-valoir ramassant ou pas du tout des miettes tombées sous table. Indépendance, dites-vous ? Je me vais vous conter qu'à part le drapeau tricolore étoilé, la belle mélodie de Marc Barengayabo, qu'armoiries et un nom dans la nomenclature au bâtiment de verre panthéon de New York, il n'y a point autre chose dont il faudrait se gargariser. Certes, depuis 1962, le Burundi est formellement indépendant. Quel exploit ! Pourtant, la vie quotidienne de nos concitoyens crie à l'arnaque. Comme j'aurai beaucoup à dire sous forme de lamentation, je vous prie de me laisser effleurer que quelques aspects politiques et économiques, pour ne pas vous prendre de temps !

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});

Cher Monsieur le Président, Comme vous avez beaucoup lu, vous n'êtes pas sans savoir que pour un individu comme pour un État, indépendance rime avec liberté, liberté de l'esprit, absence de contrainte ou de servitude, non-dominance, autonomie complète sur son territoire. Pour notre cas, la tutelle étrangère est finie depuis 63 ans ! Mais alors encore nous fallait-il assurer l'indépendance politique, économique, énergétique, monétaire. Comme vous le savez, politiquement indépendant le pays, votre régime autoritaire nous brime et limite nos libertés publiques. C'est le combat pour un pays dirigé par votre parti double D pour Démocratie ! Nous avons certes acquis le droit, en tant que peuple, à disposer de nous-mêmes, mais vous nous avez confisqués ! Vous nous miroitez l'impression de choisir librement, mais l'ingérence nuisible n'est plus (seulement) étrangère au Burundi, puisqu'intramuros, du parti au pouvoir empêche la liberté. Résultats des courses votre régime est-il légitime ? Faut-il qu'il vous en souviennent : l'indépendance condition structurelle : elle détermine la capacité d'un pays à agir librement sur la scène internationale. Ce ne sont pas les pieds et poings liés, mais aussi la langue, le cœur, le cerveau ! Du coup ne vous étonnez guère que le pays de nos ancêtres ne bouge pas d'un iota, car normalement l'indépendance ouvre le chemin, la liberté trace la route ! Cher Monsieur le Président, Faut-il faire violence à nos intelligences et vous rappeler qu'être indépendant, pour une Nation comme le Burundi, va bien au-delà du simple fait d'avoir un drapeau ou un jour férié et payé, avec moult parades militaires et défilés obligatoires, non de tous les Burundais mais du parti au pouvoir en uniforme ? L'UPRONA, de sinistre mémoire a, en son temps, fait exactement pareil. Durant quatre décennies. Et puis quoi ? Rien. Des hécatombes, des génocides ! Et une misère d'un peuple qui est passé d'un petit million à plus de 15 en ce moment ; vaut-elle dans la même misère sinon pire. Sieur Président, être indépendant, cela est synonyme de vivre véritablement collectivement souverains, pouvoir agir librement, sans contraintes des bailleurs de fonds ou de fausses aides au développement, sans dépendre, y compris pour le budget national, d'une « dead aid », pour paraphraser une certitude de Dambisa Moyo. Cher Général Président, Les gouvernances politique et économique sont-elles réellement souveraines, i.e. autonomes dans le pays aux destinées duquel vous « présidez » ? Début juin 2025, il y a moins d'un mois, nous avons vu l'écroulement des « représentants » du peuple, des conseils communaux et j'en passe à travers tout le pays score de votre parti ! Victoire à la soviétique ! Elections certes ; étaient-elles en toute transparence, dans un jeu politique égal et libre, chaque citoyen ayant droit à la parole et à l'expression de son opinion par les urnes ? Regardez et couchez-vous autour de vous. Tout le contraire s'est passé. Et vous êtes bien content ; car après vous le déluge, n'est-ce pas un déluge immense. Dans quelques années ? Oh que nenni. Le déluge est déjà là ; pas les inondations autour du lac Tanganyika malmenées par une politique urbaine dévastatrice et sans planification. Pas les bouts de montagne qui, à l'automne et l'hiver s'arrachent et bouchent routes, vallées et rivières. Non. Un vrai déluge, sans arche de sauvetage, un de pleurs et de tristesse, qui s'appelle prisons bondées d'opposants au régime, milliers d'exilés sauvant leur peau pour avoir dit la vérité, voir rien, au moment et dans un lieu politiquement inconvenant / incorrects. Le déluge, ce sont tous les dossiers sur lesquels vous observez un mutisme de cathédrale. Si vous pensez que nous avons oublié le Falcon 50, les centaines de milliards tournés par vos thuriféraires du parti au pouvoir depuis 2003, c'est que vous nous connaissez mal, nous peuple vaillant toujours debout (duhagaze bwuma !), nous les dignes descendants d'un peuple jadis indépendant, celui même qui a bâti une dynastie multigénérationnelle, depuis Nkoma, Ruzibiza et vaincu le colonisateur allemand et belge. Depuis les élections volées ou truquées qui n'ont pas assuré la longévité à Ngendandumwe, Rwagasore, Mirerekano, Ndadaye – pour ne citer que des figures emblématiques, nous savons que voter des lois, voter tout court et changer ses dirigeants ne suffit pas. La liberté, c'est la vertu cardinale qui manque dans le jeu, cher producteur de mouches, de lapins et autres pommes de terre ! Voter et ériger des lois sans ingérence étrangère ; affirmer la volonté du peuple, voilà l'autre nom de l'indépendance qui fait tant défaut à ce pays. Le Burundi serait « à libérer » de vous le concède ; pourtant il n'en reste pas moins en proie à des manœuvres politiques internes depuis cette époque, donc depuis bien longtemps, sans répit ; y compris la parenthèse Ndadaye, engloutie dans le sang. Y compris sous votre « régime », à un Burundi en proie à des ruptures démocratiques et des pressions internationales, fragilisant sempiternellement un peuple qui pourtant n'aspire qu'à la liberté. OÙ donc sont passés les Rajdabu, Bunyoni

les autres « frondeurs de 2015 » qui, mal leur en a pris et myopes qu'ils fussent, n'ont pas su que caresser un dia vous amène pas au paradis démocratique. Avec vous, nous sommes revenus à la case départ ; pire, au moyen-âge, époque du parti unique et inique. Un peuple belligère et réduit à la plus simple expression : la loi du silence. Si ce n'est de la mort pour désobéissance politique au « Ganza sabwa » !

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});

Devais-je vous faire un dessin, Excellence ? Sur le plan économique, nulle autonomie, nulle viabilité ! Avez-vous lu un certain Adam Smith, l'auteur du célèbre « La Richesse des nations » (1776) ? J'en doute bien fort ; sinon vous que sous la lunette de l'économie moderne, la souveraineté inclut la capacité de gérer la richesse, mais la monnaie du pays, en l'occurrence le BIF, le commerce extérieur et bien gérer les ressources. On en est loin du compte, cher général Monsieur. Votre Burundi reste terriblement dépendant des exportations brutes et de l'aide étrangère (j'ai honte de donner les chiffres). Mais tant qu'à faire. Cher Monsieur le Président, Parlons un peu, de l'économie. Je sais grâce à avoir convoqué les assises sur le développement économique du Burundi, deux fois si je ne m'abuse de votre accession au trône de Ntare Rugamba que vous occupez depuis 5 ans avec certes un chapeau publicain mal ajusté ! Mais, savez-vous que nous manquons toujours de sucre et surtout de carburant depuis la même époque ? Quelqu'un vous a-t-il informé qu'en 2022, le Burundi a reçu au moins 576,6 millions USD d'aide publique au développement (APD), contre 608 millions USD en 2021 ? Qu'en 2023, la même fameuse APD représentait environ 9,3% du PIB ? Honte pour un régime qui, sortant de maquis en 2003, nous promettait monts et merveilles, rupture d'un passé dictatorial que l'on sait douloureux et lourd ! Et je ne prends que des statistiques minimales. Cela s'appelle de la dépendance structurelle, en bon français ! Faisons un flashback jusque seulement en 2015, où la même aide étrangère avait représenté jusqu'à 48% du revenu national, retombant à 33,5% en 2016, avant de se maintenir autour de 42% aujourd'hui en 2025 (si vous me répondez, je vous enverrai mes sources ; ici je ne fais pas à l'univers académique !). Pour nous avons eu droit à un plan national de développement, le fameux PND 2018-2027 pompeusement doté de cinq axes forts que l'on connaît, ainsi qu'une drôle de Vision 2040-2060 très ambitieuse. On en est où en ce 63e anniversaire d'indépendance non gracieuse ? À Y arrivera-t-on avec les « paroles », même presque automatiquement après tout ce discours comme un vieux disque rayé, comme jadis le kirogorye annonçant la pluie dans le vide des bananeraies enchantées ? Avec quoi finançons-nous nos priorités humaines de base, nos infrastructures et sans le concours massif des bailleurs ? Toujours eux, contre ce que vous savez : notre indépendance ! Cher Monsieur le Président, Il ne vous a pas échappé que notre culture est celle de l'honneur, de la dignité, de « l'indépendance » justement. Quand on a la pitance, même en cas de disette, cela relevait naguère d'une indignité notoire. Ça vous marquait un homme à vie (Amapfa arahera â€) ! Aujourd'hui, le fonctionnaire de l'Etat dans les bureaux, les policiers sur les routes et à l'aéroport (toc !), partout sur le territoire jadis digne et prospère, n'hésitent pas à soudoyer, escompter les services, pourtant gratuits. Y compris dans les ambassades à l'étranger. Je ne parle même pas de la corruption endémique qui gangrène la vie nationale. Pour survivre, les gens sont prêts à tout (Mpemuke ndamuke â€) ! Sans rechigner. Survivre d'abord, pour l'honneur et la dignité, on repassera ! Voilà où est votre mauvaise gouvernance économique nous a menés, y compris sur le plan de l'alimentaire ! Les chiffres optimistes disent qu'en 2022, les denrées alimentaires représentaient 12,9% des importations de marchandises ; tandis que notre fameux FMI qui, avec sa cousine BM, tient son coutelet à la gorge des pays africains « indépendants » indique que la balance commerciale (importations vs exportations) reste très fortement négative affichant un déficit de -8 à -16% du PIB sur 2024-2025. Corrigez-moi si je me trompe, bonnes gens ! Il y a à peine 4 petits mois, en février 2025, les importations totales s'élevaient à 249 milliards de BIF (+/- USD 110 milliards d'alors), contre des exportations de seulement 14 milliards de BIF (+/- USD 14 millions) : allez savoir ce que vous avez vendu exactement, entre les fameuses terres rares, nickel, cassiterites, or ? Ou bien sont-ce des avocats (amapita !), du ndagala, ou quoi encore ? Puisque vous nous avez même interdit de vendre des bitoke et autre ntore en Europe et ailleurs ? Une « bêtise », excusez du peu, puisque les peuples malins d'ailleurs (suivez mon regard vers le Nord) en exportent par milliers de tonnes chaque semaine, y compris le piment. Raison invoquée par votre magnanime prudence : éviter des risques de pénurie alimentaire. Vraiment ? Même avec du piment « garçon/mbuzi » ? Soyons sérieux ! Ayons l'humilité et la courage de reconnaître la faiblesse des exportations face aux besoins d'importations, dont le contrôle et les denrées alimentaires en urgence. Maintenez-vous que nous sommes vraiment « indépendants » ? Pour amendes honorables, je vous suis bien solidaire quand vous proclamez qu'il faut produire suffisamment pour nourrir la population, toute la population et tout le temps, comme dirait un spécialiste de la sécurité alimentaire. Mais il nous faut une politique claire et soutenue. Transparente et financière. Devrais-je vous supplier d'envoyer tout votre gouvernement et davantage voir les miracles qu'opère en ce moment même le jeune capitaine IB au Burkina ? Des tracteurs par milliers pour remplacer l'utile et innombrable multimilliardaire « suka » de sokuru » qui a nourri des générations depuis que le monde est monde en Burundi de Fumbije et Mbikiye. Des usines de transformations qui sortent de terre comme des champignons. Et un peuple qui commence à goûter à l'indépendance. Quand irez-vous en visite, même de touriste curieux en AES ? Seulement voilà : nous sommes au 21e siècle et les 27834 km carrés se sont amenuisés, trop amenuisés et la surpopulation a galopé ! Vous voulez encore des chiffres illustrant la pression sur les ménages et l'économie du pays cher à nos chers ? Tenez ! On nous apprend que l'inflation annuelle qui n'arrête pas de s'enlever à

début de cette année du Seigneur 2025 (contre 20% en 2024), aggravant ainsi le coût des denrées importées et de la vie quotidienne du Burundais lambda de Cendajuru, Giheta et Busoni, comme de Kamenge et Musinzira (les lieux sont choisis à tout hasard, ne suivez pas de regard !). Les prix alimentaires des haricots, manioc, patates douces, bananes vertes, et même en passe sont 20 à 45% plus élevés que la moyenne quinquennale, pénalisant ipso facto les foyers à revenu. Entendez la quasi-majorité écrasante et écrasée des Burundais. Et pour couronner le tout, face à ces coûts, une part croissante de la population dépend de l'aide alimentaire humanitaire, notamment du PAM, laquelle population paupérisée reste très vulnérable aux ruptures d'approvisionnement, outre les yoyos du marché et le manque de carburant. Et toc ! Toujours indépendant le Burundi, me dites-vous ? Gardons un silence respectueux et de gratitude à l'égard des donateurs et bailleurs de fonds. Mais ça fait mal au cœur, le mien ; je ne sais pas pour le vôtre. Dison seulement que si vous voulez laisser un nom dans les annales d'un Burundi demain indépendant, demandez à des spécialistes (et le pays en regorge) de vous indiquer la voie royale, la meilleure et appropriée, pour assurer la résilience économique et la souveraineté globale du pays. Ça passera par une stratégie urgente (et c'est maintenant) de diversification productive, agriculture vivrière et d'exportation, de stimulation des exportations agricoles (y compris les quelques spéculations citées de façon non exhaustive plus haut et davantage) et de réduction de la dépendance externe. Ça passera par la mise en route d'un Burundi industrialisé, y compris sur le plan de sa souveraineté alimentaire. Nous avons yeux ouverts. SVP Sir Président, le carburant, c'est -dire l'énergie, d'abord ! Sans diversification et indépendance économique reste un leurre, un slogan de salon ! Cher Monsieur qui présidez notre indépendance, missive est loin d'être close ; demain et les jours après je vous parlerai d'un autre truc très fâcheux, un nouveau chimique que Mendeleev n'avait pas mis dans son tableau périodique et dont les valences et covalences, numéro atomique et même en passe prendront la valeur de ce que vous avez fait de ce pays de Nyaburunga : le mélange explosif « État-de-droit-Justice-sociale & inclusive- culture-nationale ». Un alchimie burundaise parti en fumée dans les labos post- indépendance. Outre ces sujets poncifs, je pourrai aussi, si nous avons le temps de continuer de causer, vous demander si nous sommes culturellement décolonisés (decolonizing mind), rien qu'à évoquer pourquoi plus qui viennent de battre campagne dans la langue de Samandari vont s'efforcer de discuter des affaires du pays à Kigobe, en français. Je ne pousserai pas l'outrecuidance jusqu'à vous demander pourquoi nous sommes toujours de nous appeler « Evariste » ou « J-Paul » ; ce que nous avons fait du Kubandwa, du muganuro, des belles traditions entourant les naissances, les mariages, gushora amahasa, akazehe des belles salutations familiales et même en passe de meilleures choses typiquement burundaises tombées dans les oubliettes après les indépendances ! En attendant, si vos amis de l'église catholique peuvent vous y aider, prenez donc un peu de votre temps super chargé (de beaucoup de business) comme vous le faites souvent avant Noël et Pâques, un temps d'un spécial carême ou un « Avent, sic » (avant jour) d'indépendance et trouvez une chapelle aux alentours, afin d'y aller méditer sur un thème simple et universel : « Que puis-je faire, non changer, moi Neva, pour que le Burundi soit réellement politiquement et économiquement culturellement indépendant ? » Terminons sur une note super agréable et de consensus. J'aimerais juste que vous daigniez chanter avec tous ceux qui liront cette missive, avec une émotion non dissimulée de concitoyens heureux d'aspirer à l'autonomie, la belle mélodie qui est notre « Burundi Bwacu ». Mais peut-être que tout n'est que des vers de la chanson d'indépendance caca burundaise dit bien « Warapfunywe ntiwapfuye, warahabishijwe ntiwahamuka » ! L'espoir fait vivre, ne dit-on pas ? Seulement voilà, il y a comme un truc qui me chipote, Mon Président : on dirait que le texte de ladite chanson nous a figés dans le passé, comme par la magie du fatum, du poète prophète maudit (non pardon, il était prêtre, RIP !). En effet, si en apparence aucun mot du texte de Sieur Jean Baptiste Ntahokaja ne semble tourner vers l'avenir, il faut avoir l'âme de poète pour entrevoir qu'il convie la jeunesse de l'avenir du pays à une direction paisible, unie et prospère. Misons donc sur la nouvelle génération XXXG burundaise, X étant suffisamment Grand ! Vive l'Indépendance, quand-môme !

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});